

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrêté n° Dossier 68994 du

Arrêté n° 26(793) du 02 FEV. 2024

**Objet : ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION
DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL (MECS) " ETEM "
GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION MONTJOIE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Action sociale et des Familles ;

Vu le Code civil et notamment ses articles 375 à 375-8 ;

Vu la loi n° 2002 du 2 janvier 2002 rénovant l'Action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la Protection de l'Enfance ;

Vu la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

Vu la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

Vu le Schéma Départemental Unique d'Organisation Sociale et Médico-sociale sur la période 2022-2026 ;

Vu l'arrêté n°18/160 en date du 9 janvier 2018 portant renouvellement d'autorisation de la Maison d'Enfant à Caractère Social (MECS) « ETEM » gérée par l'association Montjoie ;

Vu l'arrêté n°22/4577 en date du 22 juin 2022 portant modification et extension de l'autorisation de la Maison d'Enfant à Caractère Social (MECS) « ETEM » gérée par l'association Montjoie ;

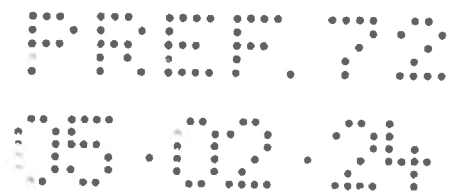
Vu l'arrêté n°23/1895 en date du 9 février 2023 portant extension de l'autorisation de la MECS « ETEM » géré par l'association Montjoie ;

Vu l'arrêté n°23/7332 en date du 24 octobre 2023 portant modification de l'autorisation de la MECS « ETEM » géré par l'association Montjoie ;

Vu la demande de l'association de revoir la répartition des 20 places de service de suite gérées par Montjoie soit modification de la capacité du service de suite rattaché au CESM de 9 à 7 places et de 11 à 13 places pour le service de suite rattaché à ETEM ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département ;

Suite de l'Arrêté N° Dossier 68994 du



ARRETE

Article 1 – L'association Montjoie est autorisée à accueillir à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- 46 jeunes de 6 à 17 ans révolus en Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) répartie sur 4 sites :

- 74 rue de la Grande Maison 72000 LE MANS
- 11 rue du Spoutnik 72000 LE MANS
- 20 rue de l'Osier 72000 LE MANS
- 50/52 Avenue du Général de Gaulle 72190 COULAINES

- 13 jeunes de 17 à 18 ans révolus en appartement dans le cadre d'un Service de suite sur le territoire du Mans.

Article 2 – Le public accueilli est mixte. La tranche d'âge est fixée comme suit :

- pour la MECS : de 6 à 17 ans révolus. L'accueil d'enfants en dehors de ces âges sera possible sous réserve d'une dérogation accordée par le Département de la Sarthe,
- pour le Service de suite : de 17 à 18 ans révolus. L'accueil des jeunes de 19 à 20 ans révolus sera possible sous réserve d'une dérogation accordée par le Département de la Sarthe. Laquelle devra être sollicitée au moins 3 mois avant l'anniversaire du jeune.

Article 3 – Cette autorisation vaut habilitation à l'Aide Sociale, au sens de l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 4 : L'autorisation est accordée pour 15 ans à compter de la date de publication de l'arrêté n°18/160 en date du 9 janvier 2018.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance du Président du Conseil départemental, conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 6 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès des services du Département,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette 44041 NANTES cedex 01).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

PRÉF. 72
05.02.24

Article 7 : Monsieur le Directeur général des Services du Département de la Sarthe, Madame la Directrice générale adjointe des Solidarités, Madame le Payeur départemental, Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'association considérée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Le Président du Conseil départemental,



Dominique LE MÈNER

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le : **0 5 FEV. 2024**
et de sa publication ou notification le : **0 7 FEV. 2024**